

Conférence Internationale

'Perspectives du Genre pour le Sommet de la Terre 2002'. Energie, Transport, Information pour la prise de décision

Berlin, 10-12 janvier 2001

Résumé des discussions de la Co-Présidente

Hôte de la Conférence

Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, Berlin

Fondation Heinrich Boell

Coordination principale

UNED Forum, Londres

Vice-présidentes de la Conférence

Minu Hemmati, UNED Forum; Londres

Barbara Schaefer; Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, Berlin

55 participants venus de 12 pays dont 13 représentants des pays en voie de développement et des pays en transition ont rassemblé une mine de connaissance et une expertise de plusieurs horizons - organisations féminines, acteurs de base, professionnels, académiciens, décideurs. La Conférence était une partie du processus préparatoire vers le CDD-9 (9ème réunion de la Commission du Développement Durable) et le Sommet de la Terre prévu pour 2002 à Johannesburg en Afrique du Sud. Elle a porté sur

- 3 des sujets de la CDD-9 - énergie, transport, information sur la prise de décision - en ce qui est de leur aspect sur le genre (voir documents de travaux sur le site web de l'atelier.)
- Préparation pour le Sommet de la Terre en considérant les activités et les priorités des femmes.

Des représentants de haut niveau ont assisté à l'ouverture : Gila Altman, Secrétaire du parlement d'Etat du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, Berlin; Dr Uschi Eid, Secrétaire du parlement d'Etat du Ministère fédéral allemand, de la coopération économique et pour le développement ; Dr Renate Augstein, du Ministère fédéral allemand des affaires sociales, des personnes âgées, les jeunes et les femmes.

Le présent résumé de la vice-présidente, servira comme une contribution aux deux processus des Nations Unies. Un rapport détaillé sera disponible en février 2001.

Grands Themes

Plusieurs questions et défis fondamentaux ont été ressortis en maints endroits:

Le besoin est plus que pressant de développer une vision commune, concrète et vivante du D.D.(Développement Durable) de la justice du genre, basée sur un ensemble de valeurs partagées, une question qui concerne aussi la relation entre les 3 piliers de la durabilité.

Tout en se basant sur de multiples approches théoriques tout comme leurs inquiétudes sur la globalisation incontrôlée, les participants ont exprimé le besoin du développement de nouveaux modèles économiques qui serviraient à surmonter la pauvreté féminine où les femmes ne seraient plus marginalisées et les coûts socio-environnementaux ne soient plus extériorisées.

Plusieurs participants ont exprimé leur désir de contribuer leur compétence dans un cadre beaucoup plus large de la prise décision. La prise de décision en cours est basée au sein du paradigme dominant des économistes néoclassiques ('tout ce qui est compte est ce qui peut être compté en termes monétaires ') et prévalence est accordée à une approche analytique plutôt que globale à la politique.Ce paradigme est indexé pour avoir suffisamment contribué aux crises socio-economico-environnementales en cours sur tout le globe. Néanmoins, une double approche semble être prudent : débattre pour un cadre différent aussi bien que travailler pour un changement au sein du cadre actuel.

Construire la capacité institutionnelle de la justice du genre et de la durabilité ont été ciblés comme un outil vers le changement : les politiques de l'intégration du genre et les règles de procédures doivent être intégrées dans le travail de tous les département du gouvernement et des mécanismes de surveillance adéquats doivent être établis.

L'intégration du genre et la justice des relations entre l'homme et la femme, est une partie intégrante de toutes les dimensions du Développement Durable - écologie, économie, structure de société et institutionnelle. Ceci étant, la prise de décision au sein de ces domaines doit explicitement refléter la question de la relation homme - femme. Comme convenu dans plusieurs accords internationaux (déclaration de politique tout comme les instruments légaux de liaison), les femmes doivent de plus en plus être impliquées dans les processus de prise de décision dans le développement durable. La création d'opportunité pour une participation sensée , l'accroissement de l'efficacité de l'implication des femmes est un objectif important. Les participants ont soulevé le besoin d'apprendre des différentes stratégies de plaidoyer afin d'identifier clairement ce qui marcherait dans le sens du changement.

Energie

Les participants ont soulevé un certain nombre de question-clés qui figurent dans leurs recommandations pour une action future:

- Développer une analyse du genre de tous les processus internationaux portant sur l'énergie et développer une analyse du genre pour le processus de la convention sur les changements climatiques, le G8 et les rapports mondiaux sur l'énergie. Des mesures immédiates doivent conduire à l'organisation d'un forum de femmes et des changements climatiques lors de la CONFERENCE DES PARTIES (CDP - 6) et lors des CDP suivants, aussi qu'un atelier sur les femmes et la politique énergétique lors du forum des ONGs, parallèles à la réunion du G8 à Gênoa en Italie.
- Développer une critique Nord - Sud sur l'industrie énergétique qui analyse les influences tordues de l'industrie énergétique dominante du Nord sur le développement de l'énergie dans le Sud basé sur le travail actuellement mené par les ONGs et une perspective compréhensible de la durabilité.
- Développer des directives pour les politiques d'investissement dans le secteur de l'énergie du Sud dans une perspective du genre.
- Chercher l'implication des actionnaires de toutes les banques de développement multilatéral afin d'assurer une intégration du genre dans les politiques énergétiques, les programmes et les projets afin d'assurer un développement énergétique durable.
- Revoir l'analyse du genre qui manque dans les ONGs et campagnes sur l'énergie et développer des stratégies en vue de leur promotion.
- Vérifier que toute recherche portant sur l'énergie, inclut une analyse du genre et du développement durable produite par des équipes équilibrées au niveau du nombre hommes - femmes, par exemple:
- Le test des hypothèses sur les différences dans les relations hommes - femmes en ce qui concerne les besoins énergétiques, l'utilisation, le planning et la politique.
 - L'analyse des différences culturelles vers les questions d'énergie.
 - Le développement des stratégies spécifiques du genre vers un changement de comportement dans l'utilisation de l'énergie.
 - L'analyse de la production énergétique en vigueur et des modèles de consommation.
 - L'analyse des impacts que peuvent avoir les projets de l'Energie sur les femmes et le contrôle effectué par les communautés sur leurs territoires et les ressources hydrauliques.
 - L'analyse de l'efficacité des politiques renouvelables et des projets dans le Sud.
- Développer des matériaux de plaidoyer reliant la pauvreté à l'énergie
- L'idée d'un tribunal international au Sommet en 2002 organisé par les groupes de femmes et les ONGs, a fourni des témoignages de victimes des vastes projets d'énergie et présenté des cas de projets de Développement Durable et du genre couronnés de succès..
- Demander des ressources supplémentaires pour les processus nationaux et régionaux afin de réaliser les recommandations précitées.

Transport

Les participants ont soulevé un certain nombre de question-clés notamment:

Equité contre la Protection de l'environnement : la création d'une équité dans les relations hommes-femmes signifie-t-elle la création de conditions de mobilité égales pour les femmes comme il en est pour les hommes ? La création d'une équité globale suppose -t- elle la suppression du fossé entre les pays développés et ceux en voie de développement par l'accroissement de la mobilité au sud grâce à l'introduction des systèmes traditionnels des pays développés ? Le nombre de voitures dans les pays développés augmente à un taux plus élevé que la population dans les pays en voie de développement.

Par conséquent, aborder les problèmes de la mobilité exigera non seulement de se demander comment accroître l'accès des moins privilégiés mais aussi comment diminuer la consommation des plus privilégiés. Cela signifiera aussi de réduire de façon considérable les voyages. Un développement durable du transport et de la mobilité exige le développement d'une politique active allant dans le sens d'une réintégration de l'Espace/Temps/Travail humain.

Ceci exige des changements de ligne de conduite au sein de tous les départements d'Etat aux niveaux local et national, un changement à l'abri des paradigmes technologiques dominants de développement et de mobilité qui correspond à la rationalité et aux valeurs des hommes.

L'intégration du genre signifierait non seulement d'amener une perspective du genre dans le sillage et y introduire les femmes ou les ajuster dans le débat mais aussi impliquerait une considération du débat à partir d'une perspective du genre.

Aborder des dimensions du genre au sein du cadre de mobilité est particulièrement important en considérant la politique économique : «l'économie à visage humain» doit être intégré dans l'analyse économique et la prise de décision comme un composant essentiel, non un ajout. Les activités humaines non rémunérées effectuées par les femmes constituent une base cruciale de ce qui est actuellement considéré comme « les activités économiques propres », cependant elles doivent être le point de départ des analyses. Les femmes ont des options d'emploi différentes (moins payante, à temps partiel) et réduites. Ceci est dû en grande partie à la division sexuelle du travail au niveau de la maison ce qui affecte leur position économique et de facto au transport.

Les participants ont suggéré les recommandations suivantes pour le CDD-9:

- La définition et la compréhension de la mobilité doivent être révisées afin de refléter la vie et les responsabilités des femmes - c'est-à-dire divers exemples d'une multitude de tâches et de trajets afférents comme transporter des charges pour la vente , accompagner les enfants et les personnes âgées... etc. et permettre aux autorités de mettre sur point les systèmes de transports appropriés.
- En général des mesures sont nécessaires afin de réduire les charges et les dépenses de transport des hommes et des femmes tout en créant un accès équitable et en assurant une croissance des opportunités et de la participation des femmes.
- Tout système de développement de transport doit être éclairé par les expériences vécues par les femmes; les gouvernements doivent intégrer des experts dans le planning et la prise de décision dans les plans de structure en ce qui est des systèmes de transport délicat des hommes et des femmes.
- Les Estimations de l'Impact du Genre (EIG) doivent être intégrées dans l'AIE qui contribuerait à la création des Evaluations de l'Impact de la Durabilité (EID). Les audits de la durabilité devaient inclure les audits de genre se référant se référant aux perspectives androcentriques qu'on retrouve dans les politiques actuelles (donnant la priorité aux conditions de vie et aux besoins des hommes) et les audits d'une économie à visage humains.

- Les analyses du budget du genre sont un outil important dans la naissance d'une analyse macro-économique ; elles doivent être conduites pour fournir les informations sur combien la puissance masculine et féminine, les ressources institutionnelles et financières et le financement des recherches contribuent dans le suivi des intérêts de l'homme et de la femme concernant le transport.
- Rechercher des changements dans les infrastructures de transport pour tous les pays dans une perspective des relations hommes - femmes. Les gouvernements doivent introduire des méthodologies participatives et inclusive de la planification du transport afin d'incorporer les besoins liés aux transports et le fossé social et du genre.
- Les gouvernements doivent s'impliquer afin de garantir des systèmes durables de transport délicats du genre. Si la privatisation est une option, les gouvernements doivent élaborer des conditions appropriées.
- Les gouvernements, agences donatrices et les Institutions financières Internationales (GEF, Banque mondiale, PNUD) doivent supporter:
 - la recherche sur les stratégies des femmes à faire face aux besoins liés au transport, y compris le commerce électronique, courses virtuelles, taxis communautaires etc.
 - des infrastructures pour les non-motorisés et les piétons
 - des initiatives fournissant plus de bicyclettes aux femmes, particulièrement dans les pays en voie de développement.
 - le développement du transport durable et local sur une petite échelle
- Les gouvernements et les agences concernés devraient conduire des études sur un transport amélioré, comprenant une recherche sur la recherche des relations homme-femmes et des méthodologies appropriées du genre comprenant une interview pertinente des hommes et des femmes ; analyser les réalités quotidiennes des femmes dans le transport, la demande latente des femmes et leur disponibilité à payer pour un meilleur transport , documenter des modèles de partage du transport au niveau local et une consultation des partenaires de la délicate question du genre.
- Les gouvernements, les organismes concernés et les institutions de recherche doivent fournir des statistiques sur les différences de la mobilité du genre, comprenant des données de différence de longueur du trajet au lieu du nombre, par des raisons de voyages (les hommes ont plus de choix que les femmes), conducteurs de voiture contre passagers, justifier les trajets à pied qui sont pour les femmes , justifier les heures typiques de déplacement (heures de pointe, c'est-à-dire le voyage des hommes contre les heures libres, c'est à dire course à l'école) afin de fournir des chiffres dans le domaine de la santé, par exemple la pauvreté dans le transport (l'isolement dans les domaines ruraux est lié à l'utilisation accrue des antidépresseurs).
- Les gouvernements et les organismes donateurs doivent supporter les réseaux qui oeuvrent dans le domaine du genre et du transport durable afin de développer des stratégies concrètes pour l'intégration du développement durable et équitable des hommes et des femmes dans les systèmes de transport de développement, particulièrement comme une partie des préparations vers le sommet de la Terre en 2002.
- Les ONGs et les organisations de femmes devraient:
 - créer un dialogue conventionnel entre les chercheurs du genre et de l'environnement, les organisations féminines et les ONGs de transport
 - Créer un réseau européen Est/Ouest sur le genre et la question du transport par exemple comme un composant du réseau global des ONGs de transport du Groupe Electoral de Transport de l'ONG CDD.

Indicateurs et Information sur la prise de decision

Les participants ont identifié 3 domaines de priorités qui nécessitent un travail supplémentaire avec les considérations du genre:

1. Science et Information sur la prise de décision

- Eu égard au fossé numérique mondial il existe des fossés de connaissances remarquables particulièrement entre le nord et le sud et entre les hommes et les femmes. Le rapport du développement humain de 1999 du PNUD, par exemple indique des stratégies conçues pour combler ces fossés. Les gouvernements et les organismes donateurs doivent supporter les projets liés à ces stratégies.
- La compétence des questions des hommes et des femmes doivent être intégrée dans la recherche, le corps de conseil scientifique, et les Estimations de l'Impact de l'Environnement (EIE); par exemple:
 - les femmes et les ONGs de femmes doivent participer dans le développement des systèmes d'informations sociales et environnementales
 - La surveillance sociale doit être intégrée à la surveillance environnementale , les institutions impliquées dans la conception de la surveillance environnementale doivent collaborer avec les scientifiques sociaux et les experts du genre afin de poursuivre l'intégration.
- La vision dominante du monde est comparativement basée sur la science et orientée vers la technologie. Alors que ce paradigme fournit un outil important dans la compréhension des interrelations socio-economico-environnementales. Il a été constaté que ceci doit, être complété par le ' facteur humain 'reflétant la diversité des expériences humaines par exemple à travers l'utilisations des indicateurs qualitatifs et quantitatifs.

2. Lier l'information au peuple et à la politique

- L'accès égal des femmes aux technologies de l'information et ses applications interactives dans les prises de décision pour un développement durable doit être assuré.
- Les groupes d'intérêt publics doivent être renforcées par le financement et le renforcement de capacité afin de servir comme des intermédiaires de l'information adéquate sur le genre et les politiques de développement durable.

3. Developper des indicateurs et des systèmes d'indicateurs

- Susciter à tous les niveaux, la production d'information sur le genre
- Une perspective du genre doit être intégrée à tous les indicateurs au sein du système d'indicateur du CDD partout où nécessaire
- Le système d'indicateur du CDD doit être prise en compte dans la recherche faite par UNIFEM et d'autres organismes concernés.
- Pour atteindre ces recommandations le CDD doit en consultation avec le groupe électoral des femmes conduire une révision de l'ensemble des indicateurs du genre du CDD en cours et produire une version révisée. Ceci devrait être bâti sur les analyses existantes (voir documents de travail de l'atelier) et les indicateurs sensibles du genre en cours conçus pour les domaines variés du développement durable.

- A part les indicateurs sensibles du genre en ce qui est des questions de l'eau potable de l'habitat humain etc. ; les question-clés qui doivent être intégrées dans les systèmes d'indicateur du développement durable sont:
 - La division sexuelle (le travail payé ou non payé, y compris)
 - L'allocation du budget à la question du genre dans le domaine du développement durable
 - La santé des femmes et l'environnement
- Il a été suggéré de tenir une assise parallèle lors du CDD-9 sur les aspects du genre des indicateurs du développement durable.

Strategie vers le Sommet de la Terre 2002

Les participants ont reçu une liste d'idées et de réflexions qui a été rassemblée lors des conversations avec les organisations et les individus d'une part au sein du Groupe électoral des femmes du CDD et lors de la conférence à Berlin, sur comment organiser le travail dans le futur avant le Sommet.

Les sujets concernaient: le besoin d'une vision globale tout comme assurer une représentation des visions différentes de toutes les régions; apprendre des expériences précédentes afin d'identifier les stratégies couronnées de succès; l'implication des femmes dans le rapport des gouvernements (et des ONGs) sur la revue de l'exécution d'AGENDA 21, l'implication des multipartenaires dans le processus vers le Sommet, le travail médiatique, les activités dans le pays et la région hôte.

La discussion sur les options pour développer le recueillement initial des idées et des réflexions dans une structure stratégique pour aboutir à répertorier les idées pour que les responsabilités soient assignées. Les stratégies des femmes vers le Sommet de la terre 2002 pourraient être facilitées par la mise sur pied d'une petite équipe de coordination des organisations expérimentées, y compris le Groupe électoral des Femmes de l'ONG CDD, avec un plus large forum de tous les groupes intéressés autour de l'équipe de coordination afin de faciliter une communication et des efforts concertés . Des Forces de tâche (ou Groupe de travail) pour certains domaines doivent être formées. La réunion s'est mis d'accord pour continuer les discussions sur la base de la structure initiale suivante des Forces de Tâches et leurs activités proposées :

Force de Tâche du Plaidoyer: développer des recommandations d'actions concrètes et orientées pour les décideurs, assurer que les décisions incluent des cibles limités dans le temps et des mécanismes de surveillance, considérer l'implication des femmes dans les ONGs et le gouvernement, travailler sur l'Agenda d'Action des Femmes pour une Planète Saine (REDEH/WEDO avec une petite équipe de coordination); former des forces de tâches comme des équipes ayant une compétence en la matière, exploiter les réseaux spécifiques sur les sujets, assurer l'implication des femmes dans les processus multipartenaires vers le sommet, introduire une approche multipartenaire vers des domaines choisies de notre travail, disséminer les informations et le travail en réseau.

Force de Tâche des Réunions Parallèles: travailler sur l'Agenda d'Action des Femmes pour une Planète Saine, présenter le travail des femmes et l'Agenda 21 local (WEDO avec ICLEI), disséminer l'information et le travail en réseau.

Force de Tâche du Pays Hôte: sera probablement crée par les réseaux de femmes du pays hôte (les discussions sont en cours); les organisations en dehors de l'Afrique du Sud pour supporter les organisations de femmes d'Afrique du Sud et la région sur demande, assurer que les femmes du pays hôte bénéficient de la réunion tenue en AFRIQUE DU SUD, faire pression sur les gouvernements du

Nord afin de supporter l'Afrique du Sud et d'autres pays africains dans leurs efforts de préparations du sommet, y compris les organisations de femmes et les ONGs.

Force de Tâche des Médias et de la Communication: Développer une stratégie médiatique efficace pour assurer une communication claire et une meilleure compréhension des questions du genre, partager les activités et les produits médiatiques, utiliser les média de femmes pour fournir des informations et le matériel de formation d'aptitude pour que les femmes soient efficaces dans le processus.

Force de Tâche des Ressources: Partager les informations sur les sources de financement possibles, les financements communs dépendent des efforts conjoints.

Chacune des Forces de Tâche cherchera à apprendre des expériences précédentes et des stratégies qui ont eu du succès. Chacune des Forces de Tâches devrait travailler à définir une approche globale, le travail en réseau et la transparence et au même moment assurer une réflexion appropriée sur les particularités régionales.

La Conférence a conclu que cette structure initiale devrait être enrichie davantage par WEDO et UNED Forum qui coordonnent le Groupe Electoral des Femmes a ce point. D'autres développements de stratégies devront inclure des informations à propos de qui fait quoi et devront être publiées via le serveur du 'mailing list' (réseau d'adresse) du Groupe Electoral des Femmes et tous les réseaux des participants pour assurer la transparence et susciter des opportunités pour une collaboration et admettre d'autres contributions et une implication de la part toutes les organisations intéressées.

Les débats ont aussi abordé ' les pour et les contre' d'une démarche séparée comme des groupes de femmes ou se concentrer à travailler au sein des activités des ONGs et par rapports aux réunions parallèles autour du Sommet.

Il a été suggéré que le Comité Electoral des Femmes du CDD convienne des réunions conjointes avec les groupes électoraux d'autres ONGs comme l'énergie et le transport pour assurer une intégration du genre de leurs travaux. Enfin, les participants à la conférence se sont mis d'accord pour continuer leurs travaux en réseau et devraient envisager devenir des participants actifs des réseaux d'ONG existants sur ces questions.